



Canadian AIDS Treatment
Information Exchange
Réseau canadien
d'info-traitements sida



Canadian Working Group on HIV and Rehabilitation
Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale

Communiqué News Release

Pour diffusion immédiate

L'INDÉCISION DU MINISTRE DE LA SANTÉ À L'ÉGARD DE L'INSITE FAIT FI DES PREUVES SCIENTIFIQUES

Les manœuvres politiques du gouvernement fédéral mettent des vies en jeu

TORONTO, 2 SEPTEMBRE 2006 — L'indécision du gouvernement fédéral quant à la prolongation de la période d'essai de l'Insite, le lieu d'injection supervisée à Vancouver, va à l'encontre des preuves internationalement reconnues, et examinées par des pairs, a déploré aujourd'hui un groupe d'organismes nationaux de lutte au VIH/sida.

« L'Insite sauve des vies, il réduit la propagation du VIH et de l'hépatite C, et il aide des gens à se tourner vers des traitements pour leur dépendance à la drogue », a rappelé Kevin Barlow, directeur général du Réseau canadien autochtone sur le sida. « Les faits sont éloquentes, mais le gouvernement fédéral n'écoute pas. »

Hier, le ministre fédéral de la Santé, Tony Clement, a annoncé qu'il reporte au 31 décembre 2006 sa décision quant à la continuation de la période d'essai de l'Insite, en prétendant qu'il faut d'abord procéder à d'autres recherches.

Or des recherches détaillées ont déjà été réalisées par le British Columbia Centre for Excellence on HIV/AIDS. Les résultats de ces études démontrent clairement que l'Insite a réduit le partage de seringues, le nombre de décès par surdose ainsi que le risque d'infection par le VIH et par le virus de l'hépatite C – tout en augmentant les chances d'orienter des utilisateurs de drogue vers des services pour le traitement de la dépendance. Les données ont été publiées dans les revues médicales les plus renommées, comme le *New England Journal of Medicine* et *The Lancet*.

« Des professionnels de la santé des quatre coins du monde ont fait des recherches sur l'Insite et ont déclaré sans équivoque que l'expérience est un succès », déclare Joanne Csete, directrice générale du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Le ministre Clement pose des questions auxquelles on a déjà répondu. Il tergiverse. La question est : pourquoi? »

L'Insite a reçu l'appui de la Police de Vancouver, des résidents et regroupements de commerçants du quartier, de la Ville de Vancouver, de scientifiques ainsi d'experts sur le VIH/sida de partout au pays et dans le monde.

« Cette tactique de repousser la décision est de toute évidence une manœuvre politique, alors qu'il faut aligner les politiques en se fondant sur les faits et données, et dans l'intérêt public », affirme Mme Csete. « Le gouvernement a une responsabilité d'aider à prévenir le VIH. C'est précisément ce que fait l'Insite. Mais au lieu d'appuyer cette initiative salvatrice, le gouvernement canadien balaie du revers de la main les preuves qui existent, et il se borne à des considérations idéologiques. Les gens de Vancouver méritent mieux que cela. »

Les organismes nationaux qui appuient le présent énoncé de position sont notamment le Réseau canadien autochtone du sida, le Réseau juridique canadien VIH/sida, le Réseau canadien d'info-traitements sida et le Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale.

– 30 –

Pour de plus amples renseignements :

Available in English

Leon Mar
Directeur des communications
Réseau juridique canadien VIH/sida
Téléphone : +1 416 595-1666 (poste 228)
Courriel : lmar@aidslaw.ca
Internet : www.aidslaw.ca